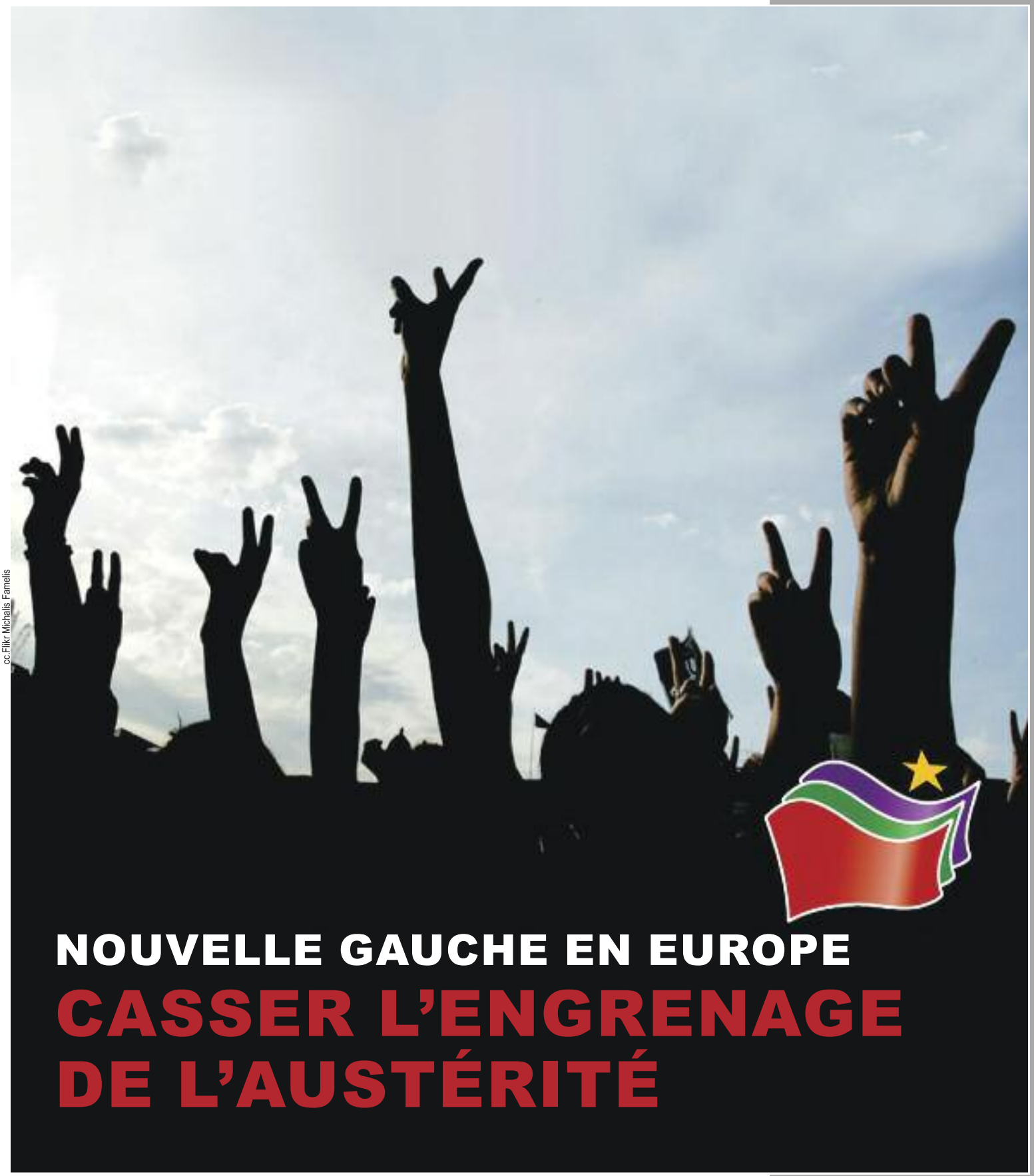
Contrastes

► N° 175 ▪ Bimestriel ▪ Juillet-Août 2016 ◄

Equipes Populaires



cc.Flikr Michalis Famelis

NOUVELLE GAUCHE EN EUROPE

CASSER L'ENGRENAGE DE L'AUSTÉRITÉ

En finir avec le chantage



cc.Flikr GUE-NGL

"La gauche en ruines", c'est le titre du dernier numéro de la Revue Nouvelle. A voir la composition du Parlement européen et de la toute grande majorité des gouvernements nationaux, on ne peut qu'adhérer à ce constat.

Encore faut-il savoir de quelle gauche on parle...
Celle qui a renoncé à une rupture franche avec le capitalisme et s'est laissée un peu trop séduire par les sirènes du néolibéralisme ? Oui, la plupart des partis socialistes européens en sont arrivés là et perdent du terrain, y compris dans les pays où ils sont au pouvoir, en France par exemple. En Belgique, les socialistes au pouvoir pendant plus de 25 ans font une cure d'opposition au fédéral, et la gauche (tant sociale-démocrate que radicale) peine à se faire entendre, surtout au nord du pays.

Ou parle-t-on de la "nouvelle gauche" ou "gauche radicale", qui a trouvé un souffle puissant dans la lutte contre les politiques d'austérité imposées par l'UE et appliquées par les Etats comme de bons petits soldats ?
Comme nous le verrons dans ce dossier, cette gauche-là a connu des succès électoraux dans les pays les plus touchés par la crise, en particulier dans le sud de l'Europe (Grèce, Espagne, Portugal). Ils y ont connu des victoires, mais ils sont loin d'avoir gagné le bras de fer que leur impose l'UE et/ou leurs dirigeants nationaux pour faire passer des mesures d'austérité. En Grèce, Syriza en a fait la douloureuse expérience. En Espagne, Podemos a gagné sur le terrain municipal mais n'a pas réussi à imposer son agenda au niveau national. Et au Portugal, le Bloco soutient de l'extérieur le Parti Socialiste au pouvoir pour que celui-ci rompe avec les mesures antisociales des gouvernements de droite précédents.

Qu'ils soient issus d'alliances entre de petits partis ou mouvements d'extrême gauche (comme Syriza en Grèce ou le Bloco au Portugal), ou de mouvements sociaux (comme les Indignés en Espagne), ces partis ont un puissant point commun : rompre avec les politiques d'austérité qui appauvrissent les peuples et en finir avec le chantage imposé par les institutions financières et européennes (la Troïka) : « On vous prête de l'argent pour rembourser votre dette, mais en compensation, vous devez appliquer des mesures d'austérité drastiques : diminution des salaires et des pensions, rabotage des droits sociaux, vente des biens publics... »

Pour Eric Toussaint, porte-parole du CADTM interviewé dans ce numéro, la gauche radicale doit être... radicale et intransigeante sur ce point : il faut refuser catégoriquement d'entrer dans ce chantage et prouver que les dettes contractées par les Etats au cours des dernières décennies sont illégitimes, voire odieuses.
Pour lui comme pour de nombreux activistes engagés dans ce combat, « il faut un Plan B pour la gauche européenne », le Plan A étant celui de la capitulation face aux injonctions des institutions financières de l'UE, comme cela s'est produit en Grèce. Selon lui, ce Plan B est indispensable si on veut changer le cap du navire Europe et ne pas laisser un boulevard à l'extrême droite, qui surfe sur la vague anti-européenne pour des raisons beaucoup moins nobles...

Monique Van Dieren

Le sujet vous intéresse ?
Conférence-débat organisé par Les EP sur

L'AVENIR DES NOUVELLES GAUCHES EN EUROPE

Le lundi 19 septembre de 19h à 22h

A la CSC, rue Pletinckx, 19 à Bruxelles.
Infos : 081/73.40.86
www.equipespopulaires.be

Equipe de rédaction :
Christine Steinbach, Monique Van Dieren, Claudia Benedetto, Guillaume Lohest
Rédactrice en chef : *Monique Van Dieren*
Mise en page : *Hassan Govahian*
Editeur responsable :
Christine Steinbach, 8, rue du Lombard
5000 - Namur - Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be
Prix au n° : 2 €
Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilière) :
Versez 15 € au compte
BE46 7865 7139 3436
des Equipes Populaires,
avec la mention :
"Abonnement à Contrastes" + votre nom

Equipes Populaires

SYRIZA ET L'ORTHODOXIE BUDGÉTAIRE EUROPÉENNE



Flikr-cc. Joanna

Le 15 juillet 2015 restera dans les mémoires d'Alexis Tsipras, le leader du parti Syriza, comme un tournant dans l'ascension de son parti.
Mais sous la pression des créanciers, de profondes divisions ont vu le jour et la belle histoire du parti Syriza a pris du plomb dans l'aile.
Rétroactes.

Depuis sa création officielle en 2004, cette formation politique avait pourtant le vent en poupe. A l'origine, Syriza rassemble de nombreux partis politiques issus du spectre de la gauche « radicale » grecque. Ses débuts électoraux sont timides : elle remporte 3,2% des voix aux élections législatives de 2004, 5% en 2007 et 4,6% en 2009. C'est lors des élections législatives anticipées du 6 mai 2012 que le parti prend son envol en recueillant 16,78% des voix et 52 députés à la Vouli, le Parlement grec. Devant l'incapacité des conservateurs (« *Nouvelle Démocratie* ») à former un gouvernement, de nouvelles élections législatives ont lieu en juin 2012.

Entre ces deux scrutins, Syriza se transforme en parti politique unique. Raison de ce changement ? Jusqu'il y a peu, le parti qui remportait les élections se voyait octroyer un bonus de 50 sièges à la Vouli, mais cette spécificité n'était pas accessible aux formations politiques qui regroupent différents partis en leur sein…
Quoi qu'il en soit, le 17 juin 2012, Syriza continue son ascension et récolte 26,89% des voix. Mais c'est le scrutin du 25 janvier 2015 qui fera date dans l'histoire du parti. Ce jour-là, le parti décroche 36,34% des suffrages et envoie 149 députés à la Vouli, manquant de près la majorité absolue. Comment expliquer ce succès retentissant ?

Un pays exsangue

Depuis 2009, la Grèce est soumise à des politiques d'austérité sans précédent (diminution drastique du montant des pensions, augmentations de la TVA, réductions des salaires, privatisations de biens publics...). Mesure après mesure, le pays est saigné à blanc. « Aujourd'hui, entre deux et trois millions de Grecs n'ont plus aucune couverture sociale », rappelle Estelle Toscanucci [2]. D'autres données font froid dans le dos : le taux de chômage se situe à 24,9%, la dette publique s'élève à 180% du PIB et depuis 2011, une hausse d'un tiers des suicides est observée [3].

Ce désert économique et social permet d'expliquer en grande partie le succès électoral de Syriza. Dès 2009, le parti construit son discours en s'opposant aux politiques d'austérité. Au fil du temps, le champ politique grec va s'organiser autour du clivage « pour ou contre les mémorandums de la troïka ». Syriza parvient alors à se positionner comme la force politique principale du camp des opposants. Son programme politique est toutefois bien plus large.
Dans un premier temps, ce parti entend mettre fin à la crise humanitaire grecque, conséquence des nombreuses mesures d'austérité prises par les gouvernements depuis 2009 [4]. C'est ainsi que Syriza veut, par exemple, rétablir le salaire mi- →

→ nimum à 751 euros [5], mettre fin aux licenciements dans la fonction publique, annuler les dettes de certains foyers en grande difficulté, réinstaurer les conventions collectives de travail pour protéger l'ensemble des travailleurs, etc. Pour financer ces mesures, la formation d'Alexis Tsipras propose de lutter contre la corruption, très présente dans le pays ainsi que contre la fraude fiscale. Elle mise également sur une relance de la demande grâce aux mesures prises en faveur de la population et souhaite mettre sur pied une banque publique de développement pour financer la reconstruction du pays. Mais le parti ne milite pas pour une sortie de la Grèce de la zone euro ni de l'Union européenne.

Une alliance contre-nature et les désillusions du pouvoir

C'est sur base de ces revendications que Syriza remporte haut la main les élections du 25 janvier 2015, avec 36,34% des voix. Il s'associe alors avec un parti de droite populiste et nationaliste (Anel). L'alliance paraît contre-nature, mais les deux formations politiques ont un grand point commun : leur virulente opposition aux politiques d'austérité et aux mémorandums de la troïka.

Dès son accession au pouvoir, le nouveau gouvernement prend diverses mesures pour atténuer les conséquences tragiques des politiques d'austérité. Ainsi, en mars 2015, le Parlement grec adopte une loi anti-pauvreté : distribution d'une aide alimentaire, aides au logement, rétablissement de l'électricité aux familles privées de courant à cause de factures impayées...

L'ampleur de cette réforme ne doit toutefois pas être surestimée : ce sont avant tout des mesures d'urgence qui visent les Grecs les plus démunis, ceux dont les revenus ne dépassent pas 2.400 euros par an et par personne. Le gouvernement souhaite également mettre fin à l'impunité dont jouissent de nombreux oligarques grecs. Fin avril 2015, il réouvre l'ERT, la radio-télévision publique, qui avait été fermée *manu militari* en juin 2013 par Antonis Samaras, provoquant de nombreuses réactions en Europe [6].

En accédant au gouvernement, Syriza est toutefois obligé de faire marche arrière sur plusieurs dossiers, dont celui de la privatisation de certains biens publics.

La formation a donc mis beaucoup d'eau dans son vin. Pourtant, comme l'affirmait un de ses ministres : « *Ce que nous défendons aujourd'hui (...), ce n'est pas du tout révolutionnaire. Si nous étions dix ou vingt ans en arrière, ce serait tout simplement le programme d'une social-démocratie très souple. C'est un modèle qui veut réconcilier le marché avec les droits sociaux et qui veut apporter des réponses à la crise humanitaire, ce n'est pas du tout radical ! Toute la difficulté aujourd'hui est d'appliquer ce programme de gauche dans une Europe néolibérale* » [7]. Mais comme l'explique une politologue de l'Université d'Athènes, « *l'Union européenne est prise dans un dogmatisme forcené. Il n'y a aucune logique dans ce qui est pro*posé, *ni aucune discussion possible* » [8]. Dès lors, toute discussion avec les créanciers se réalisera sur des bases politiques, et non économiques. Syriza en fera l'amère expérience très rapidement.

Un référendum... et un troisième mémorandum

En réalité, depuis 2010, le deal est le suivant : la troïka vient en aide à la Grèce en lui octroyant des prêts (avec intérêts...) en échange de quoi le pays met en œuvre des politiques d'austérité. Résultat : le pays a connu des déflations à répétition (baisse générale de l'activité, des prix, des salaires et de l'investissement). S'enclenche alors un cercle vicieux : le poids de la dette augmente et son remboursement s'éloigne. D'autres politiques d'austérité sont alors menées, suivies par des crises humanitaires à répétition. Et ainsi de suite.

Pour essayer de sortir de cet engrenage infernal, Alexis Tsipras désirait donc renégocier le second mémorandum conclu avec la troïka par ses prédécesseurs. Il souhaitait notamment effacer une partie de la dette publique grecque et diminuer

LA GRÈCE LAISSÉE À SON TRISTE SORT

Si l'absence de solidarité européenne s'est fait durement ressentir sur les questions budgétaires et financières, la Grèce a aussi été livrée à elle-même pour gérer la crise migratoire.
Face à l'arrivée de nombreux réfugiés fuyant la guerre et les exactions dans leur pays d'origine, de nombreux pays européens ont décidé de fermer leurs frontières, rompant ainsi toute solidarité intra-européenne. Mais à l'inverse d'autres Etats-membres, le pays d'Alexis Tsipras ne peut pas se dérober à ses obligations. En effet, vu sa situation géographique, il se trouve en première ligne. Or la gestion de cette crise migratoire a un coût pour les finances publiques grecques, ce qui complexifie d'autant plus leur retour à l'équilibre.
Bien consciente de la situation, la chancelière allemande, Angela Merkel, n'a pas hésité, il y a quelques semaines, à proposer au leader de Syriza un marchandage odieux : la gestion de la crise migratoire contre l'assouplissement des mesures d'austérité imposées par les créanciers !
Or, la Grèce a souvent été épinglée par des juridictions internationales pour ses très mauvaises conditions d'accueil. Mais vu la fermeture des frontières des pays frontaliers, des milliers de réfugiés s'y retrouvent aujourd'hui coincés, attendant inlassablement de meilleurs lendemains.

les intérêts de celle-ci. Pendant des mois, le bras de fer va être total. Les créanciers se montreront inflexibles et la Banque centrale européenne agitera à plusieurs reprises la menace d'une fermeture du financement du système bancaire grec, ce qui, par mouvement de panique, provoquerait une sortie des capitaux du pays, l'enfonçant encore davantage dans la crise et la récession.

L'affrontement culminera en juin 2015. Alors que la dernière tranche (pas moins de 7,2 milliards d'euros…) du second plan d'aide devait être versée en septembre 2014 en échange de nouvelles mesures d'austérité, la troïka reporte l'échéance de ce plan en juin 2015. Malgré le désastre provoqué par ces mesures, elle ne fera aucune concession à un pays en plein désarroi économique, social et (simplement) humain. La menace d'une sortie de la Grèce de la zone euro, le « Grexit », sera même agitée par certains hauts représentants d'Etats membres et de l'Union européenne pour faire plier l'exécutif grec.
Face à cette intransigeance, Alexis Tsipras décide alors de mener un référendum sur les mesures qui sont imposées à son pays. 61,3% des votants répondront « oxi » (non) à ce nouveau plan « d'aide ». Sa victoire est totale. Mais comme nous l'avons mentionné précédemment, le Premier ministre grec ne militait pas pour un départ de la zone euro (voire de l'Union européenne). Fort des résultats du référendum, il s'est donc représenté face aux créanciers en espérant pouvoir davantage leur tenir tête.

Ce ne fut pas le cas : un troisième mémorandum (portant sur 86 milliards d'euros sur trois ans) a été signé entre le gouvernement grec et ses créanciers. Ce nouveau plan charrie, lui aussi, son lot de mesures d'austérité (création d'un fonds de privatisation de biens publics, réforme des pensions, etc.). L'approche néolibérale, l'orthodoxie budgétaire à tout prix et la menace d'un Grexit auront donc eu raison d'Alexis Tsipras. Ce nouveau mémorandum a entraîné beaucoup de crispations et d'incompréhensions au sein de Syriza. D'ailleurs, une trentaine de députés du parti refuseront de voter de nouvelles mesures d'austérité et créeront un nouveau parti, l'« Unité populaire ».

Disposant d'une majorité parlementaire plus que bancale, Alexis Tsipras présente alors sa démission le 20 août 2015. De nouvelles élections sont convoquées dans un délai très court. Un mois plus tard, le 20 septembre, celles-ci consacrent à nouveau Alexis Tsipras. Fait notable : dans un pays où le vote est censé être obligatoire, l'abstention atteint le niveau alarmant (et record) de 43,4%, alors qu'avant la crise, elle se situait autour de 25 % ! Le non-respect du résultat du référendum a laissé des traces. Quoi qu'il en soit, Syriza s'allie avec son ancien partenaire, Anel, pour gouverner le pays.

L'impasse

Confronté à une Union européenne et à des créanciers qui ne lui ont laissé aucune marge de manœuvre et qui ont agité la menace d'un Grexit, Alexis Tsipras a donc signé le troisième mémorandum, reconnaissant lui-même qu'il s'agissait d'un mauvais accord, mais qu'il n'(y) avait pas d'alternatives.
Pieds et poings liés, son gouvernement applique depuis lors les nombreuses mesures d'austérité qui le composent. Comme le note Romaric Godin : « *Le mémorandum ne laisse aucune initiative en matière budgétaire au gouvernement d'Athènes. Alexis Tsipras ne dispose donc pas de marges de manœuvre directes* »[9]. Au passage, Syriza a franchi allégrement certaines de ses lignes rouges (réforme des pensions[15], privatisations massives de biens publics…) pour appliquer les doléances des créanciers.

Lors de son accession au pouvoir, le parti d'Alexis Tsipras était porteur de tous les espoirs pour mettre fin aux politiques d'austérité en →



cc.Flikr Adolfo Lujan

→ Grèce. Mais c'était sans compter sur l'aveuglement des créanciers et leur intransigeance inébranlable à faire prévaloir à tout prix les seules logiques budgétaires et financières. Quitte à ne pas vouloir reconnaître que la dette grecque est intenable et à aggraver la situation de 3,9 millions de personnes en état de pauvreté (soit plus de 35% de la population) ! Du coup, la grogne est de plus en plus vive au sein de la population et des travailleurs qui multiplient les grèves pour sauver ce qui peut encore l'être.

Pour Syriza et pour les défenseurs d'une autre Union européenne, le bilan est donc assez douloureux. Toutefois, comme nous le confiait Paul Palsterman, « le mérite de Syriza ne réside pas tant dans ses réalisations concrètes que d'avoir proposé une alternative progressiste et pro-européenne, alors que l'ensemble du continent est plongé dans l'apathie, la morosité, voire pire. A un moment où l'Europe germanique et slave flirte de plus en plus ouvertement avec l'extrême droite et le repli sur soi, c'est finalement en Grèce que souffle le plus l'esprit européen ». Pour combien de temps encore ?

Nicolas Vandenhemel
Rédacteur en chef de Démocratie

1. La troïka regroupe la Commission européenne, la Banque centrale européenne (BCE) et le Fonds monétaire international.
2. Estelle Toscanucci, « Tragédie grecque », *En Marche*, 21 avril 2016, p.7.
3. Voir : https://www.rtbf.be/info/societe/detail_grece-l-austerite-s-est-traduite-par-une-hausse-d-un-tiers-des-suicides?id=8897454
4. Voir : http://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2015/06/30/crise-grecque-8-plans-d-austerite-depuis-2009-4-gouvernements-2-plans-d-aide_4664337_4355770.html
5. Suite aux mesures d'austérité, le salaire minimum avait été diminué à 580 euros.
6. Voir : https://www.mediapart.fr/journal/international/290415/le-parlement-grec-vote-la-reouverture-de-laudiovisuel-public
7. Voir : https://www.mediapart.fr/journal/international/170415/grece-syriza-defend-ses-trois-premiers-mois-au-pouvoir?page_article=4
8. Idem
9. Voir : http://www.latribune.fr/economie/union-europeenne/grece-pourquoi-alexis-tsipras-veut-etre-le-bon-eleve-de-la-troika-510866.html

E S P A G N E

PODEMOS : LA FRAÎCHEUR ET L'IMPASSE ?

La naissance du parti espagnol Podemos en janvier 2014 a suscité de grandes espérances. Présenté comme le prolongement du mouvement des Indignés, il s'est imposé sur la scène politique espagnole à la vitesse de l'éclair. Aujourd'hui, après six mois de négociations bloquées et la tenue de nouvelles élections, le parti s'est maintenu, sans émerger, sans chuter. Le bon moment pour prendre un peu de recul.

Nul ne conteste cette évidence, Podemos a créé un courant d'air dans l'espace politique espagnol, occupé depuis plusieurs décennies par les deux grands partis traditionnels, le PP (Parti populaire) et le PSOE (Parti socialiste ouvrier espagnol). Né en janvier 2014 avec l'intention explicite de « convertir l'indignation en changement politique », il a connu une croissance fulgurante dans les sondages, s'est porté au pouvoir grâce à des coalitions et à des alliances lors des élections municipales et régionales de 2015 dans les villes les plus importantes du pays : Barcelone, Madrid, Valence. Enfin, il s'est positionné troisième lors des élections générales de décembre 2015 et de juin 2016 (71 sièges pour la coalition *Unidos Podemos*).

Avant les élections espagnoles du 26 juin, Pablo Sánchez, un membre de Podemos, nous confiait : « *Ce qui peut arriver le 26 juin peut avoir une signification historique. Pour la première fois en Espagne, il y a une possibilité qu'une force politique s'oppose à la vieille politique et aux coupes budgétaires, elle peut arriver en première ou deuxième position, dépassant le parti historique de la gauche (PSOE). D'après les sondages, la percée d'Unidos Podemos (le nouveau sigle électoral unissant Izquierda Unida - « Gauche Unie » - et Podemos) peut être très importante. Est-ce que cela suffira pour gagner les élections et battre le PP (Partido Popular, de droite) ? C'est difficile à dire avant le 26 juin.* »

On sait à présent que cet espoir n'a pas été réalisé. Malgré l'alliance avec *Izquierda Unida*, *Podemos* n'a pas remporté davantage



cc.Flikr Ministerio de la cultura de la nacion argentina

de sièges et ne sera vraisemblablement pas en position de faire partie d'un gouvernement de coalition. Il n'empêche que le paysage politique s'est modifié et que les attentes envers cette « nouvelle gauche » demeurent importantes. Comme le résume Héloïse Nez, sociologue, « *l'un des mérites de Podemos est d'avoir offert une issue électorale au mouvement des Indignés et une alternative partisane aux électeurs espagnols. Quand les Indignés émergent le 15 mai 2011, à une semaine des élections municipales et régionales, ils se trouvent dans une impasse électorale : le choix se résume alors entre les socialistes au pouvoir, qui ont déjà adopté les premières mesures d'austérité, et la droite dans l'opposition, qui prévoit d'aller encore plus loin dans les coupes budgétaires. Le principal slogan des Indignés, "Ils ne nous représentent pas", se dirige aux principaux partis politiques au pouvoir depuis la transition démocratique (1975-1978), le PP (droite) et le PSOE (socialiste), qui sont impliqués dans de nombreuses affaires de corruption et proposent les mêmes politiques d'austérité face à la crise économique. C'est pourquoi les Indignés revendiquent une "démocratie réelle" et plus de justice sociale.* » [1]

Côté fraicheur : société civile et jeunesse du discours

Contrairement à *Syriza* en Grèce, au *Bloco de Esquerda* au Portugal ou encore au *Front de Gauche* en France, *Podemos* ne s'est pas créé par le regroupement de divers partis préexistants, mais se revendique d'une continuité avec l'indignation de la société civile. Même si de nombreux cadres de *Podemos* sont passés par des formations traditionnelles de gauche radicale, c'est bien la maturation du mouvement des Indignés qui a permis la cristallisation de personnalités et d'idées autour d'un programme de parti. « *Le 15 mai 2011,* se souvient Pablo Sánchez, *a commencé l'occupation de la Puerta del Sol à Madrid et, les jours suivants, de milliers de places dans toute l'Espagne. Ces occupations ont catalysé les centaines de campagnes et de luttes locales en un mouvement de masse, qui n'avait cependant pas de demandes spécifiques. Le mouvement était une université populaire qui a repolitisé des centaines de milliers de personnes dans le pays.* »

« *Quand on regarde les leaders de Podemos,* note Héloïse Nez, *on constate un clair rajeunissement des élites : la plupart sont des trentenaires qui arrivent sur la scène politique, et qui incitent par là les autres partis à miser sur des nouveaux candidats plus jeunes. Sur les pratiques aussi, le style est nouveau.* » [2] La publication, par le parti, d'un livre d'analyse politique basé sur la série *Game of thrones* [3] est symptomatique de cette nouvelle manière de mobiliser le débat citoyen. Mais au-delà de l'anecdote, certains principes vont concrètement dans le sens d'une autre façon de faire de la politique, tels que le refus du cumul des mandats, même dans le temps, ou le plafonnement des indemnités des élus (à trois fois le salaire minimum) afin d'éviter une professionnalisation de ceux-ci. Ces engagements contribuent à mettre en lumière la ligne de séparation que *Podemos* a voulu redessiner, non plus entre gauche et droite traditionnelles, mais entre un « peuple », la société civile, et une « caste », les élites. Le pari compliqué consiste donc, pour le jeune parti, à entrer dans la danse →

→ du pouvoir tout en continuant à être perçu comme étant du bon côté de la ligne…

Côté impasse : le lieu du pouvoir

A côté de ces aspects éthiques et discursifs, l'autre grande spécificité de *Podemos* dans le paysage politique espagnol est le contenu résolument anti-néolibéral de son programme. Refus de l'austérité imposée par l'UE et défense de la solidarité redistributive, priorité à l'éducation et à la protection sociale, relèvement du salaire minimum : tous ces classiques qui font que la gauche peut rester la gauche, amènent la jeune formation espagnole à se frotter aux mêmes dilemmes traversés par tous les partis anti-austérité, mais pro-européens par principe. L'échec de *Syriza* (*cf.* article précédent) est encore dans toutes les têtes. En reflet inversé, le Brexit met le doigt sur l'ambiguïté du discours de rejet de l'Union européenne, qui atterrit plus spontanément dans des formules de droites nationalistes que dans des visions progressistes. L'extrême droite semble gagner assez facilement au petit jeu consistant à « bouger les lignes » et à brouiller les pistes droite-gauche par électoralisme. Sur le terrain de la démagogie, elle aura toujours une longueur d'avance : les idées simplistes sont, par définition, plus faciles à exprimer simplement que les idées justes. L'enjeu stratégique pour la construction d'une vraie gauche européenne, aujourd'hui, est précisément celui de pouvoir dénoncer plus fort (et mieux) que l'extrême droite le cadre néolibéral de l'UE, tout en proposant une autre perspective européenne, à la fois sociale, progressiste et réaliste. Immense défi !

Conscient de cette difficulté de parvenir à infléchir le cadre européen, le leader de Podemos Pablo Iglesias avait mis en avant, comme Jean-Luc Mélenchon en France, la perspective d'un rapport de force différent : « (…) *l'Espagne représente 10,6% du produit intérieur brut (PIB) de la zone euro en 2013, contre 1,9% pour la Grèce. Nous engagerions donc le bras de fer avec la certitude de disposer d'une marge de manœuvre plus importante.* »[4] Vu l'ampleur du défi, le seul recours au refrain du « rapport de force » répété à l'envi par certains sonne un peu comme un aveu d'impuissance théorique et stratégique.

L'impasse dans laquelle se trouve *Podemos* actuellement n'est cependant pas située à l'échelon européen, puisque c'est sur la scène nationale que le parti n'est pas encore parvenu à se hisser au niveau de pouvoir permettant d'être à la table de négociation des politiques socio-économiques. Mais ne nous y trompons pas, à côté de questions spécifiques à l'Espagne (*Podemos* est en faveur de l'autodétermination de la Catalogne), c'est aussi sur ces enjeux que l'essentiel du nœud s'est formé. Les leaders de *Podemos* ne veulent pas se retrouver dans une situation de gouvernement qui les obligerait à faire marche arrière (comme *Syriza*) sur leurs options socio-économiques fondamentales. D'où le mécontentement, inévitable, de certains électeurs déçus qui espéraient une attitude plus réaliste de la part de *Podemos* dans les négociations, avec une implication peut-être moins ambitieuse, mais plus tangible, dans la participation à la vie politique.

Nous pouvons : nous, le peuple ?

« Podemos », en espagnol, signifie « nous pouvons ». Ce nom est à la fois très puissant symboliquement et très mobilisateur en termes de communication, mais il pose deux questions embarrassantes. L'ensemble résume assez bien à la fois l'enthousiasme et le scepticisme suscités par le phénomène *Podemos*.

Le symbole et la communication tout d'abord :

ERNESTO LACLAU : UNE VISION ORIGINALE DU « POPULISME »

Le populisme, au sens courant, est associé dans les sociétés démocratiques à une représentation négative. Il est presque devenu synonyme de « démagogie », bien que son acception d'origine désignait seulement la prise en compte des intérêts du peuple dans une doctrine politique.

Chez l'intellectuel argentin Ernesto Laclau (1935-2014), fréquemment étiqueté « post-marxiste » et influencé par la pensée du communiste italien Antonio Gramsci (1891-1937), le populisme prend un tout autre sens. Il n'est ni une intention démagogique, ni « un certain type de mouvement identifiable à une base sociale particulière » (paysannerie ou mouvement ouvrier), mais « *une logique politique qui tente de constituer le « peuple » comme acteur historique à partir d'une pluralité de situations antagoniques. Ce qu'il vise ? Restaurer une société pleinement réconciliée : horizon politique (voire mythique) qui marque selon Laclau la logique universaliste de la notion même de « peuple* »[1].

Autrement dit, pour l'auteur argentin, le populisme « *correspond à une configuration particulière des sociétés. En temps normal, les différents secteurs sociaux interagissent avec l'Etat en lui adressant des revendications spécifiques : les instituteurs demandent des classes moins chargées, cependant que les petits artisans réclament un allègement de leur fiscalité ; les écologistes se concentrent sur la lutte contre le réchauffement climatique, alors qu'émerge un mouvement suggérant de commencer par changer de Constitution, etc. Laclau parle de "logique de la différence". (...) Lorsque le pouvoir ne veut (ou ne peut) répondre à ces interpellations variées - sans rapport nécessaire les unes avec les autres -, il arrive "qu'une série de particularités établissent des relations d'équivalence entre elles". Les différences s'estompent ; émerge alors un mot d'ordre susceptible d'incarner, un temps, l'ensemble des doléances.* »[2]

1. Evelyne Grossman, « Vous avez dit « populisme » ? », La Vie des idées, 19 mai 2008.
2. Razmig Keucheyan & Renaud Lambert, « Ernesto Laclau, inspirateur de Podemos » dans Le Monde Diplomatique, septembre 2015.

Les deux principaux ouvrages d'Ernesto Laclau sont *Hégémonie et stratégie socialiste* (1985, co-écrit avec Chantal Mouffe) et *La Raison populiste* (2005).



cc Flikr Ministerio de la cultura de la nacion argentina

le verbe « pouvoir » associé à un « nous » rassembleur renvoie à l'étymologie même de la démocratie (le pouvoir du peuple). C'est très fort pour mobiliser largement, c'est même très bien vu dans l'optique de dépasser le clivage droite-gauche traditionnel pour mettre l'accent sur la distinction peuple-élites, sur le rejet des politiques élaborées en vase clos par des institutions lointaines au détriment des populations. Mais on se demande, du coup, qui est ce « nous », ce peuple, et ce qu'il peut bien vouloir. « Nous pouvons », oui mais nous pouvons quoi ?

Répondre à ces deux questions exigerait bien davantage que quelques… lignes. Mais signalons tout de même que cela fait l'objet d'une importante réflexion théorique au cœur même de *Podemos*. Pour mettre ensemble des revendications politiques diverses et portées par des groupes sociaux hétérogènes (comme c'était le cas du mouvement des Indignados), l'apport théorique de l'intellectuel argentin Ernesto Laclau, et notamment sa version positive du « populisme » (*cf.* encadré), sont régulièrement cités. Davantage qu'une référence savante signalée en passant, il nous semble qu'on touche, avec cette réflexion sur la notion de « peuple », au cœur d'un débat essentiel qui ne concerne pas seulement les Espagnols. En deux mots, de quoi est-il question ? De prendre en compte le fait que le « peuple » n'est pas (plus) une notion claire aujourd'hui, mais une catégorie politique à (re)construire. L'opposition limpide travail/capital, qui a pu suffire à fonder des luttes sociales évidentes autour de revendications communes (dans une société industrielle et salariale), devrait alors être reconfigurée à partir de nouvelles particularités historiques. Dans la vision d'Ernesto Laclau, que certains leaders de *Podemos* se sont appropriées, l'enjeu politique essentiel est de parvenir à cristalliser des particularités sociopolitiques non unifiées par nature (revendications sociales, écologiques, d'autonomie, etc.) dans la représentation d'une universalité. Il s'agit de transformer une population fragmentée, aux désirs contradictoires, en un « peuple » qui se trouve un horizon politique commun.

Importer la réflexion

Cet effort théorique exige bien sûr de l'inventivité stratégique et discursive. Au sein même de *Podemos*, les débats sont vifs entre la tentation du rapprochement avec des visions d'extrême gauche plus installées (comme l'alliance avec *Izquierda Unida*) et la voie de l'exploration théorique et de l'innovation dans le discours, qui reste abstraite, fragile et hypothétique. Le numéro deux du parti, Iñigo Errejón, propose une métaphore footballistique pour décrire ces deux options. « *Certaines passes de Laudrup me donnent davantage la chair de poule que de nombreux goals. J'admire la capacité de certains joueurs comme Xavi et Iniesta, ou Zidane, ou Redondo, leur faculté à créer des espaces qui n'existaient pas avant que le ballon leur sorte des pieds. Je considère la politique de la même manière : certains savent seulement ouvrir le jeu à droite ou à gauche, mais ceux qui changent vraiment les choses sont ceux qui se montrent capables de retourner l'échiquier et d'ouvrir des nouveaux chemins.* » [5] L'Euro de football est certes terminé, avec un goût amer pour les Espagnols et pour les Belges, et il ne s'agit que d'une image. Mais n'y a-t-il pas là une interpellation à l'ensemble des gauches européennes, une invitation à explorer de nouvelles voies ?

Guillaume Lohest

Merci à Pablo Sánchez pour son témoignage, fourni avant les élections générales du 26 juin 2016.

(1) Interview d'Héloïse Nez dans *Les Inrocks*, 21/12/2015, propos recueillis par Mathieu Dejean.
(2) Entretien avec Héloïse Nez dans *Télérama*, 19/12/2015, par Sophie Rahal.
(3) Pablo Iglesias (sous la direction de), *Podemos, Les leçons politiques de Game of thrones*, traduit de l'espagnol par Tatiana Jarzabek, Post-Editions, 2015.
(4) Pablo Iglesias, « Podemos, notre stratégie », dans *Le Monde Diplomatique*, juillet 2015.
(5) www.mundodeportivo.com, 26/05/2016, « Hay algunos pases de Laudrup que me ponen la piel de gallina ». (Notre traduction)

Autres références utilisées :
Sandrine Morel, « Espagne : la colère des déçus de Podemos » dans *Le Monde*, 27/04/2016.
Vincent Scheltens-Ortega, « Espagne : Podemos, politiser l'indignation » dans *Politique* n° 94, mars-avril 2016.

IL FAUT ARROSER LES ŒILLETS...



cc: Flikr Bloco Renato Roquo

Confronté à l'offensive du capital financier et aux mesures d'austérité, le Portugal a vu émerger en 1999 un mouvement politique hérité de la Révolution des œillets de 1974. Aujourd'hui, le Bloco soutient de l'extérieur le Parti socialiste au pouvoir pour résister aux injonctions européennes et tenter de promouvoir des politiques sociales justes.

« Grandola vila Morena / Terra da fraternidade… », cette chanson de José Afonso[1] est entrée dans le patrimoine collectif du peuple portugais. Diffusée à la radio le 25 avril 1974, elle fut le signal déclencheur de la révolution des œillets. C'est cette même chanson qui, entonnée dans les galeries du parlement le 15 février 2013 par des manifestants, a interrompu la prise de parole du Premier ministre de l'époque, Passos Coelho avant de devenir, dans la foulée, l'hymne des manifestations contre les politiques d'austérité.

Bloco, le deuxième souffle de la révolution ?

La révolution des œillets de 1974 ne se limitait pas au renversement de la dictature. C'était beaucoup plus. Outre la fin de la colonisation, elle avait aussi ouvert une période fantastique de mobilisation de millions de gens : ouvrières et ouvriers, habitants des quartiers populaires, ouvriers agricoles qui ont occupé les terres abandonnées par les « seigneurs » … Toutes les luttes étaient dans la rue non seulement pour revendiquer ce que la population avait obtenu dans d'autres pays (salaire minimum, droit de grève, allocations, vacances annuelles…) mais aussi pour le droit au logement ou pour la nationalisation des banques et des secteurs économiques stratégiques.

Cependant, le 25 novembre 1975 fut comme l'écrit l'historienne Raquel Varela le jour qui stoppa le processus révolutionnaire au Portugal[2]. Si cette contre-révolution marque le début de la démocratie parlementaire libérale, elle va, dans les dix années qui suivirent, défaire des acquis de la révolution avec la flexibilisation du marché du travail, la contre-réforme agraire ou encore des privatisations. Ces dernières années, les gouvernements successifs vont, sous la pression européenne, imposer de graves mesures d'austérité qui vont provoquer d'importantes vagues d'émigration vers « d'autres cieux » de travailleuses et travailleurs portugais, tout particulièrement des jeunes et des universitaires.

Le Bloco a été fondé en 1999. Il ne constitue ni un cartel ni une fusion. Les affiliations se font de façon directe et individuelle. Même si trois formations politiques[3] sont à l'origine du Bloco, celui-ci a voulu être un mouvement politique unitaire capable de résister mais aussi d'engranger des victoires politiques significatives. Ce qui fait la spécificité et la force du Bloco aujourd'hui, c'est sans doute qu'il a décidé que sa

direction politique serait un processus de synthèse de sa pluralité et non un terrain de disputes entre ses groupes fondateurs. Cette pluralité intègre de façon significative des militant-e-s non issus de ces trois formations. Si le Bloco présente des similitudes avec Syriza [4] et Podemos, il comporte aussi de nombreuses différences, comme l'explique Alda Sousa dans un article écrit pour Contretemps. [5] Il y a bien sûr des similitudes dans la situation des trois pays, principalement l'offensive du capital financier et les mesures d'austérité. Mais les réalités sociales, l'histoire du mouvement ouvrier ou celle des mouvements sociaux présentent des différences qui expliquent les origines spécifiques ou les chemins suivis dans chacun des pays. En 2009, le Bloco atteignait déjà les 10% lors des élections européennes.

Ce ne sont pas tant les affinités historiques ou idéologiques qui ont été déterminantes pour la création de Bloco mais plutôt une analyse commune de la situation nationale et européenne, du rôle du capitalisme et de l'importance de mouvements sociaux indépendants des appareils politiques. C'est sur ces bases que le Bloco veut combattre et construire une alternative socialiste.

Une conviction partagée par les militants et dirigeants du Bloco est que l'expérience de la Grèce montre que la sortie des politiques d'austérité ne peut s'envisager que par un affrontement contre l'UE et le monde de la finance.

Bloco et mouvements sociaux

Aujourd'hui, l'évocation de l'émergence d'une « nouvelle gauche » et de ses rapports avec les mouvements sociaux est souvent associée à la naissance de Podemos en Espagne, dans la foulée du Mouvement des Indignés. Nous l'avons vu, le Bloco au Portugal a une histoire différente. Cela ne signifie pas qu'il n'a pas de relation avec les mouvements sociaux. Une part significative de ses militants, quelles que soient les générations, participent à des combats citoyens. Mais pour le Bloco, la relation aux mouvements sociaux s'inscrit dans une démarche de soutien à leurs combats sans intention de les contrôler. Pas question non plus pour le Bloco de créer des « mouvements de façade » qui seraient des courroies de transmission du parti en direction de la « société civile ».

Les militants du Bloco sont engagés dans une série de combats et de mouvements auprès des jeunes précaires, des retraités, des féministes ou encore du mouvement LGTBI. Sans oublier le mouvement syndical, même si la proximité des deux centrales syndicales avec le PS et le PCP (Parti Communiste Portugais) rendent les choses plus compliquées. Le Bloco soutient également les mobilisations écologistes entre autres pour la fermeture de la centrale nucléaire d'Almaraz en Espagne. Pour le Bloco, l'existence et la vie des mouvements sociaux est essentielle pour la démocratie et cruciale pour certains enjeux comme la capacité de résistance aux politiques d'austérité que veut imposer l'UE. Le Bloco estime qu'il a beaucoup à apprendre des mouvements sociaux mais refuse l'approche du PCP plus enclin à contrôler ou utiliser ces mouvements.

Un soutien extérieur

Si le Bloco se distingue tant du PS que du PCP sur une série de questions ou dans des éléments de stratégie, cela ne signifie pas qu'il ne souhaite pas des convergences entre les différentes composantes. Il arrive régulièrement qu'ils soient sur la même longueur d'ondes au Parlement et le PCP participe, aux côtés du Bloco, au groupe GUE/NGL [6]. Lors du référendum sur l'avortement (en 2007) mais aussi à l'occasion des mobilisations citoyennes initiées à partir de 2011, le Bloco a adopté une attitude de soutien alors que dans un premier temps le PCP se distanciait des premières manifestations qui étaient organisées par des jeunes n'appartenant pas à une organisation politique. Ces manifestations contre les politiques d'austérité ont mis dans la rue, entre autres en 2012 et 2013, plus d'un million et demi de personnes, en majorité des citoyens non organisés.

Le recul du Parti social-démocrate (droite) lors des élections législatives d'octobre 2015 a permis au Parti Socialiste de revenir au pouvoir avec le soutien du PCP et du Bloco. Mais aucun de ces deux partis ne participe au gouvernement. Il s'agit d'un soutien extérieur destiné à sortir des politiques d'austérité et à promouvoir des mesures socialement et économiquement justes, la récupération des salaires et des retraites étant au cœur des accords que chacun des partis a signés avec le PS.

Ce soutien n'est pas inconditionnel mais cohérent avec les principes de l'accord. C'est ainsi que lorsque le gouvernement a cédé à la pression de la Commission européenne pour vendre une petite banque [7] au groupe Santander, le PCP et le Bloco ont voté contre cette mesure et le gouvernement socialiste a reçu l'appui de la droite. →

> « Sans la restructuration de la dette, il est donc impossible de dégager des marges en faveur de politiques sociales ou en vue de création d'emplois. »
>
> Alda Sousa

→ Les tensions ne manquent pas au sein de la majorité. Même si les dirigeants et militants du Bloco savent que cet accord est sans doute insuffisant, ils ne regrettent pas d'avoir pu le passer et de pouvoir, de cette manière, avoir du poids pour influencer les politiques menées sur le terrain social ou encore sur les questions de la dette et de l'austérité. Le PS ne disposant pas d'une majorité parlementaire, l'appui conjugué et du PCP et du Bloco est indispensable.

Comme nous le précisait Alda Sousa, le changement des conditions sociales n'est pas indépendant du contrôle du système financier. Aujourd'hui, le Portugal paye, en intérêts de la dette, l'équivalent de l'ensemble du budget du Service national de santé. Sans la restructuration de la dette, il est donc impossible de dégager des marges en faveur de politiques sociales ou en vue de création d'emplois. Mais le Bloco a le sentiment que malgré les convergences et son poids électoral supérieur à 10%, il ne dispose pas encore d'un rapport de force politique suffisant pour imposer au PS la renégociation de la dette. Celle-ci est cependant une nécessité pour développer des politiques alternatives.

Ces politiques alternatives sont particulièrement urgentes et nécessaires dans un pays qui connaît un des salaires minima parmi les plus bas de l'UE (505€ en 2015), une précarisation de plus en plus importante des travailleuses et travailleurs [8], un chômage important (plus de 600.000 personnes), et une émigration tout aussi conséquente.

Les gouvernements successifs, tant PS que PSD, n'ont pas mené des politiques permettant d'inverser la tendance, de rompre avec la spirale de la paupérisation d'une part importante de la population [9] et de l'accroissement des écarts de richesse.
Le Bloco a donc construit son programme autour de la réduction de la pauvreté et de la précarité par la garantie d'allocations de chômage à tous les sans-emploi, l'augmentation du salaire minimum et du montant des retraites, la réduction du temps de travail à 35 heures ainsi que différentes mesures de justice fiscale et de transparence afin de donner plus de moyens à la sécurité sociale.

Des pas importants ont déjà été faits comme l'augmentation du salaire minimum à raison de 5% par an jusqu'en 2019 ou encore un « tarif social énergie » mis en place en faveur d'un million d'usagers depuis le 1er juillet 2016. Cette dernière mesure est entièrement financée par les sociétés d'électricité. Au début de l'été, il y a eu aussi le retour aux 35 heures pour les agents de la fonction publique. [10]
Un test important sera sans doute la discussion du budget 2017 et les risques de pression de la Commission européenne. Comme dit la motion approuvée au dernier Congrès du Bloco au mois de juin dernier, sans une majorité sociale il sera difficile de vaincre l'offensive des institutions européennes et financières.

Si une victoire simultanée des forces de gauche alternative dans différents pays de l'UE donnerait sans aucun doute plus de poids face aux diktats de l'UE, militants et dirigeants du Bloco savent aussi que le rapport de force se construit d'abord dans son propre pays, face aux autres formations politiques, au patronat et à la bourgeoisie, en soutenant les actions des mouvements sociaux sur un maximum de terrains. Mais aussi en solidarité avec les forces politiques et mouvements sociaux européens qui n'acceptent pas les diktats de la CE ou de la BCE.

C'est le chemin qu'a pris le Bloco et il ne compte pas s'arrêter en route…

Paul Blanjean

Le présent article traitant du Bloco Esquerda[1] a pu être rédigé grâce à la précieuse contribution d'Alda Sousa. Née pendant la dictature, Alda Sousa a entamé la résistance au régime de Salazar alors qu'elle était toujours étudiante. Elle a rejoint, en 1975 la Ligue Communiste Internationaliste[2]. Elle a ensuite contribué à la fondation du Bloco, en 1999 et y a exercé différentes fonctions. Elle fut, entre autres, députée européenne de 2012 à 2014.

1. Bloc de Gauche.
2. Section portugaise de la IVe internationale (trotskiste).

1. José Afonso (1929 - 1987), poète et musicien portugais, enseignant et militant contre la dictature, est l'auteur de cette chanson, écrite initialement en hommage à la Société Musicale Fraternité Ouvrière de la petite ville de Grandola. Elle avait été chantée à l'unisson, le 28 mars 1974, moins d'un mois avant la chute de la dictature, au Colisée de Lisbonne. La police n'a pas eu le temps d'intervenir.
2. Raquel Varela in « Le jour qui stoppa le processus révolutionnaire au Portugal » in « Contretemps» - nov. 2014.
3. Le Bloco est issu de débats et de convergences entre l'UDP, le PSR et POLITICA XXI, une scission du PCP.
4. Le Bloco a cependant pris ses distances avec Syriza depuis que le gouvernement Tsipras a accepté, en 2015, de négocier et d'appliquer les plans d'austérité voulus par la troïka.
5. Alda Sousa : « Le Bloc de Gauche portugais : ni Syriza ni Podemos » in « Contretemps » n° 25 - avril 2015.
6. Le groupe GUE/NGL (Gauche Unie Européenne/Nordic Green Left) regroupe 52 parlementaires européens issus de 19 formations politiques provenant de 14 pays de l'UE. Outre le Bloco et le PCP, on y retrouve, par exemple, les Allemands de Die Linke, les Français du Front de Gauche, les Espagnols de Podemos, les Grecs de Syriza ou les Irlandais du Sinn Fein.
7. La banque BANIF qui avait été sauvée par l'injection de plusieurs milliards versés par l'Etat portugais.
8. On estime que 70% des travailleurs de moins de 30 ans sont en situation de précarité.
9. Le nombre de pauvres dépasse les 2 millions (plus d'un cinquième de la population).
10. Mais cette mesure n'est pas applicable pour les travailleurs qui ont des contrats dits « individuels ».

LA GAUCHE NE PEUT PAS JOUER LES BISOUNOURS

Eric Toussaint

Porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM), Eric Toussaint parcourt le monde pour soutenir les mouvements de gauche qui militent en faveur de l'annulation de la dette de leur pays ou de leur municipalité. Militant engagé dans la gauche radicale de longue date, il connaît bien la situation en Grèce, en Espagne et au Portugal et combat fermement les politiques européennes d'austérité qui appauvrissent les peuples.
Rencontre riche avec un homme de conviction.

■ Comment sont nés les trois partis de la gauche radicale en Grèce, en Espagne et au Portugal ?

☐ Il y a clairement un point commun entre Syriza (Grèce) et le Bloco (Portugal).
Syriza, qui signifie Coalition de gauche radicale, est née une douzaine d'années après que des militants se soient distancés du Parti Communiste de tradition stalinienne, le KKE (il y avait un autre Parti Communiste de tendance eurocommuniste) suite à sa participation au gouvernement en1989 avec Nouvelle Démocratie, le principal parti de droite. C'était un gouvernement contre-nature qui a produit un traumatisme notamment auprès d'une partie de la jeunesse qui dès lors a choisi de quitter le PC. A l'origine, Syriza s'est formé à partir de 2003 au départ d'une douzaine d'organisations différentes issues des trois orientations historiques : communiste proche de Moscou, trotskiste, maoïste.

Pour le Bloco, c'est une partie du Parti Communiste (qui était assez stalinien) qui le quitte pour constituer, avec une organisation trotskiste (PSR) et une maoïste (UDP), le Bloc de Gauche (Bloco de Esquerda).

Pour l'Espagne, c'est clairement différent car Podemos est un des prolongements du mouvement des Indignés de 2011. Un secteur de ce mouvement a considéré qu'il fallait constituer une organisation politique. Il y a eu un point de rencontre entre des gens issus des Indignés et des intellectuels universitaires (comme Pablo Iglesias, Juan Carlo Monedero et Íñigo Errejón) qui ont conquis leur place dans le monde académique, ont un sens de la communication, maitrisent la communication sur les réseaux sociaux, les programmes de TV et radios alternatifs sur Internet. C'est la rencontre entre le mouvement des Indignés, ces intellectuels (dont plusieurs proviennent des jeunesses communistes) et le mouvement trotskiste (Izquierda Anticapitalista) qui a produit la création de Podemos en janvier 2014. Le résultat fut immédiat aux élections européennes de



©Equipes Populaires

juin 2014 : 5 députés européens d'un coup, c'est exceptionnel. Le Bloco et Syriza ont commencé beaucoup plus modestement.

■ Ces partis sont-ils prêts à faire des alliances avec d'autres partis, et à quelles conditions ?

☐ Podemos, Syriza et le Bloco sont tous les trois sur la même longueur d'ondes sur l'idée qu'ils peuvent et qu'ils veulent être une force de gouvernement, même en alliance avec d'autres. Quand Syriza a gagné les élections du 25 janvier 2015, elle a cherché un accord de gouvernement avec le Parti Communiste grec, mais celui-ci a refusé catégoriquement. Dès lors, Syriza s'est donc adressé au parti indépendant de la droite nationaliste, les Grecs Indépendants (ANEL), avec qui elle a dû faire alliance.

Podemos vient de faire alliance avec Izquierda Unida (lié au PC) pour les dernières élections sous l'étiquette « Unidos Podemos ». Il faut dire que Izquierda Unida ne représentait plus grand-chose depuis que Podemos occupe le terrain.
Au Portugal, dans la campagne électorale de 2015, le Bloco s'est adressé au PS en lui disant « *Il faut une alliance qui permette de rompre avec la continuité de la droite au pouvoir* ». Il a →

POUVEZ-VOUS DIRE QUELQUES MOTS DE VOTRE PARCOURS POLITIQUE?

Je suis militant politique depuis l'âge de 16 ans dans la gauche radicale en Belgique. J'ai adhéré à la IVe Internationale à un âge précoce et j'ai été un leader de luttes lycéennes et étudiantes entre 1968 et 1973. Ensuite, j'ai enseigné à la Ville de Liège entre 1975 et 1994 et j'exerçais des responsabilités au niveau syndical de la CGSP-Enseignement. J'ai également été formateur à l'école des militants syndicaux de la FGTB. Des '70 jusqu'à aujourd'hui, j'ai participé à plusieurs tentatives de regroupements de mouvements politiques. En '76, l'Union des Progressistes (dans le cadre des élections communales) était une alliance entre le Groupe Politique des Travailleurs Chrétiens (GPTC), la Ligue Révolutionnaire des Travailleurs (LRT), dont j'étais un des animateurs, ainsi que des personnes engagées dans les milieux culturels et sociaux. La deuxième période très riche fut celle de la création de Gauches Unies en 93-94, qui s'est présentée aux élections européennes, avec des militants du POS (devenu par la suite LCR), du Parti Communiste, des syndicalistes et des personnalités comme Lise Thiry, Pierre Galand, Isabelle Stengers, il y a eu ensuite Une Autre Gauche est possible en 2006, puis le Front des Gauches en 2009-2010 et j'en passe... On m'a proposé il y a 2 ans de me mettre sur les listes PTB-GO, j'y ai apporté mon soutien sans être candidat. L'orientation du PTB sur la dette m'apparaissait trop modérée. Il faut préciser également que depuis que le CADTM a été fondé en 1990, son action et son développement sont devenus mes priorités.

→ donc défié positivement le PS pour qu'il rompe avec les politiques d'austérité, le Bloco était prêt à construire une alliance en le soutenant de l'extérieur pour mettre la droite hors-jeu. Et éviter ainsi une grande alliance à l'allemande (SPD-CDU/CSU) entre les socialistes et la droite portugaise. Et comme le Bloco a doublé ses voix aux élections d'octobre (19 députés), ça l'a mis en position de force pour négocier avec le PS. Mais la perspective à moyen terme du Bloco est d'avoir un gouvernement de gauche radicale pour faire autre chose que de limiter les politiques d'austérité.

Ces partis acceptent donc des coalitions de gauche, mais parfois avec des exceptions lorsqu'il n'y a pas d'alternative, comme ça a été le cas pour Syriza.

■ **Qu'est-ce qui les différencie des partis de gauche radicale plus anciens qui gagnent du terrain dans des pays comme la Belgique ?**

☐ Le PTB est une organisation d'origine maoïste-stalinienne qui a connu une mutation positive, mais son discours reste « Rejoignez-nous » et pas « Faisons des alliances ou des fusions avec le PC, la LCR (Ligue communiste révolutionnaire) ou d'autres petits partis comme le PSL ». Ils invitent les autres à adhérer et à s'intégrer au sein de leur parti et ne sont donc pas dans la même dynamique que les trois partis dont on a parlé (Espagne, Portugal, Grèce). Plutôt que le regroupement de forces, le PTB vise l'absorption. La proposition que faisait la FGTB de Charleroi en 2012, si elle avait été suivie, aurait permis de constituer une grande force de gauche radicale, incluant bien sûr le PTB et permettant un maximum de convergence entre des mouvements différents[1]. C'est regrettable que cela n'ait pas abouti malgré la dynamique prometteuse de départ.

Entre les partis de la nouvelle gauche européenne et les partis de gauche radicale classique (PC, PTB…), la différence se situe davantage dans la stratégie d'alliance et le rapport au pouvoir que dans les programmes politiques respectifs. Entre le programme du PTB aujourd'hui et celui de Syriza de 2014, il n'y a pas beaucoup de différence.

En ce qui concerne le CADTM qui est une organisation plurielle, indépendante de tout parti politique, la collaboration avec le PTB est bonne. Certains députés du PTB relaient, via les questions parlementaires, des questions qui piquent que le CADTM souhaite poser à des ministres. C'est utile. Il faudrait aller plus loin et voir les conseillers communaux du PTB soutenir (plus) activement les initiatives d'audit citoyen des comptes des villes et communes.

■ **L'annulation des dettes illégitimes est pour vous un passage obligé pour une véritable stratégie de gauche. En deux mots, que signifie « dette illégitime » ?**

☐ C'est très simple, c'est une dette qui a été contractée pour favoriser l'intérêt d'une minorité privilégiée. On peut paraphraser en disant que c'est une dette qui a été contractée sans respecter l'intérêt général. C'est-à-dire que si l'Etat contracte une dette pour sauver les banques, qui sont en outre largement responsables de la crise qu'on connaît, c'est une dette illégitime.
A contrario, une dette qui serait contractée pour une politique de relance pour financer la transition écologique, renforcer l'éducation et la culture, créer des emplois, combattre les inégalités sociales, c'est évidemment une dette légitime.

Les dettes contractées allègrement après 2008 pour sauver les banques responsables de la crise financière de 2008 (Fortis, Dexia et Ethias…) sont illégitimes. C'est la cas d'une partie de la dette belge.
Et la dette grecque va encore plus loin que ça : elle est non seulement illégitime, elle est également odieuse. La dette grecque est illégitime, car elle favorise des intérêts particuliers de minorités privilégiées. Elle est odieuse, car elle entraîne des violations claires de droits humains puisque les prêts ne sont accordés par la Troïka (Commission européenne, BCE et FMI) que si le gouvernement grec applique une politique d'austérité très sévère.

Les dettes contractées par la Grèce à partir de 2010 sont constituées de prêts de 13 pays de la zone euro, du Fonds européen de stabilité et du FMI, à la condition de mettre fin à des conventions collectives défendues par l'OIT, de violer des droits à un salaire et à une retraite décente, à un toit, à une série de services de santé minimum, de privatiser une série de biens et services publics…

■ **Votre expérience vous fait penser qu'il est très difficile pour la gauche radicale de maintenir une position ferme sur l'annulation de la dette lorsqu'elle négocie une participation au pouvoir. En quoi cette revendication est-elle centrale pour la gauche ?**

☐ Dans beaucoup de pays, le poste du paiement de la dette pèse très lourd dans le budget de l'Etat. Afin de retrouver une marge

de manœuvre pour des dépenses sociales, il faut réduire le poids de ces dettes illégitimes.
Deuxième argument qui est très clair, c'est que ces dettes sont liées à des impositions provenant des créanciers (Commission européenne, BCE, FMI, Mécanisme européen de stabilité,…). C'est le cas pour le Portugal, la Grèce, Chypre, l'Irlande, l'Espagne. La solution radicale sur la dette, c'est de supprimer ces impositions (appelées conditionnalités). Pourquoi ?
Imaginons qu'après toutes les concessions faites par le gouvernement de Tsipras, les créanciers annoncent dans trois mois qu'ils sont d'accord de supprimer 80% de la dette grecque, mais à la condition de continuer à imposer des restrictions budgétaires dans les dépenses sociales et des privatisations.
Même si le stock de la dette se réduisait, la situation continuerait à être dramatique car les gens seraient de plus en plus pauvres et de plus en plus de biens publics seraient privatisés. Si on réduit la dette mais qu'on continue de diminuer les salaires et les pensions des Grecs et limiter encore les soins de santé, c'est inacceptable.

Pour moi, toute expérience de gauche doit résoudre le problème de la dette. Dans certains pays, c'est même la priorité des priorités. C'est évident pour la Grèce et pour le Portugal. Dans notre pays, ce pourrait ne pas être la première priorité mais la deuxième ou la troisième.

■ Quel est l'avenir de ces partis dans une Europe de plus en plus néolibérale ? Croyez-vous au réveil des peuples face aux politiques de plus en plus inégalitaires ?

☐ Je crois au réveil des peuples mais je suis très inquiet sur l'avenir des forces politiques de gauche, parce qu'on voit avec Syriza que l'évolution a été extrêmement rapide vers un abandon de ses engagements et de son programme. Syriza a capitulé en 2015 face aux diktats de l'Union européenne. Ceux qui assument la capitulation sont restés, sont prêts à profiter des places de ceux qui ont démissionné par choix éthique. Comme la sagesse populaire le dit : quand tous les dégoûtés partent, il ne reste plus que les dégoûtants.

L'évolution d'une partie de la direction de Podemos est négative dans le sens de la modération. Je suis convaincu que c'est une des causes principales du mauvais résultat de Unidos Podemos aux dernières élections du 26 juin 2016 (perte d'un million de voix par rapport aux résultats obtenus le 20 décembre 2015 par Podemos et par Izquierda Unida qui s'étaient présentés séparément). Podemos n'ira pas dans le prochain gouvernement. Mais il est activement présent, souvent avec Izquierda Unida, dans la gestion d'une centaine de municipalités y compris les plus importantes.
C'est le cas de Madrid (3,4 millions d'habitants), de Barcelone (2e ville du pays), de Saragosse, de Cadix, d'Oviedo (capitale des Asturies)… Une partie des meilleurs activistes et cadres locaux de Podemos se retrouvent maintenant absorbés dans des postes de gestion municipale.


©CADTM

Eric Toussaint et Zoe Konstantopoulou, ex-présidente du Parlement grec.

L'évolution sera rapide parce que toutes ces municipalités sont soumises à des programmes d'ajustement budgétaires imposés par le gouvernement central. Donc les priorités qui ont été mises en avant et qui ont amené les militants de Podemos au pouvoir dans les municipalités ne pourront pas être réalisées. Par exemple, une des priorités était la remunicipalisation de la collecte des immondices, et beaucoup de mairies dans lesquelles Podemos est au pouvoir depuis 2015 ne l'ont pas fait pour éviter d'alourdir les dettes municipales.
Il faudrait créer un front des 100 municipalités qui depuis 2015 ont à leur tête des forces du changement comme Podemos et d'autres. Ce front devrait définir des positions communes sur la dette, s'engager à soutenir des audits à participation citoyenne, remettre en cause les contraintes budgétaires injustes imposées par la droite au gouvernement, sensibiliser l'opinion publique, mener des actions afin de changer le rapport de force en faveur de véritables solutions.

Depuis novembre 2015, j'ai été invité par les autorités de plusieurs municipalités (Madrid, Cadix et Puerto Real en Andalousie, Saint Sébastien au pays basque, Oviedo en Asturies,…) en Espagne et j'ai défendu cette perspective. J'en ai aussi débattu avec des responsables politiques locaux à →

GLOBE-TROTTEUR DE L'ALTER-MONDIALISME

Vous parcourez l'Europe et même le monde pour plaider en faveur de l'annulation des dettes illégitimes. Concrètement, quel est votre rôle ?

Je suis porte-parole du Comité pour l'abolition des dettes illégitimes (CADTM) qui est présent dans plus de 30 pays. En Europe, nous sommes présents en Belgique, France, Suisse, Italie, Grèce, Luxembourg, Espagne, Portugal, Pologne et Slovénie. La principale implantation du CADTM se situe en Afrique (15 pays) et en Amérique latine (8 pays). Il est aussi présent en Inde, au Pakistan et au Japon.

J'ai notamment participé à la Commission d'audit de la dette de l'Equateur en 2007-2008, et j'ai coordonné la Commission pour la vérité sur la dette publique grecque en 2015.
Mes interlocuteurs privilégiés sont les mouvements sociaux et citoyens. J'ai également des contacts avec des partis politiques lorsque ceux-ci sont mènent des politiques revendicatives proches des mouvements sociaux. Exceptionnellement, il m'est arrivé de conseiller des gouvernements : Equateur en 2007-2008, Paraguay en 2008, Venezuela en 2008,...

Cela a porté ses fruits en Equateur, au Paraguay et dans une moindre mesure au Venezuela. En Grèce également, j'ai eu des contacts répétés avec Alexis Tsipras avant qu'il ne devienne Premier ministre. Mais mon implication s'est faite à la demande de la présidente du Parlement grec, Zoé Konstantopoulou qui s'était saisie de la question. Hélas Tsipras n'a pas voulu utiliser les travaux de la commission pour affronter les créanciers.

→ Barcelone et à Saint Jacques de Compostelle. Je suis en contact permanent avec des mouvements citoyens comme la Plate-forme d'audit citoyen (qui est issue de mouvement des indignés), avec les membres du CADTM en Espagne, avec de nombreux militants et responsables de Podemos, d'Izquierda Unida, de la CUP en Catalogne, de BILDU au pays basque, d'Anova en Galicie. J'ai constaté que la nouvelle situation est difficile à gérer pour les militants qui ont été propulsés dans des postes de pouvoir et de gestion. Cette transformation rapide en Espagne m'inquiète fort mais j'ai la conviction qu'il y a des forces qui veulent vraiment le changement. De toute façon, tout dépend d'elles et de la mobilisation populaire. Ce que quelqu'un comme moi peut apporter est très limité, disons que je peux aider à prendre en compte les leçons des expériences réalisées dans d'autres pays afin d'en prendre le meilleur et de ne pas répéter les erreurs.

■ **Votre constat est assez pessimiste… N'y a-t-il pas cependant un espoir dans l'unité interne au sein des pays (les municipalités en Espagne, par exemple) mais aussi au niveau international ?**

☐ Absolument ! Je me déplace beaucoup en Europe et je pense qu'il faut tirer les leçons de ce qui s'est passé en Grèce et de ce qui se passe en Espagne. C'est fondamental que toute une série d'activistes et de leaders de mouvements sociaux gardent comme priorité la capacité d'organisation et de mobilisation à la base. Car s'il n'y a pas une pression d'en bas sur les partis qui accèdent même à des petites portions de pouvoir, le retour en arrière peut arriver rapidement.

Donc, première leçon : il faut maintenir l'indépendance et la liberté d'action des mouvements de base. Seconde leçon : il faut une unité sur un programme politique clair. Si c'est simplement pour dire : « On va mieux gérer les contrats publics et diminuer la corruption », c'est tout à fait insuffisant. L'unité doit se faire à tous niveaux : entre organisations politiques et mouvements sociaux, entre les municipalités pour affronter le pouvoir et les créanciers, et entre les partis de la gauche radicale européenne sur un programme clair. Sur ce dernier point, le Plan B est essentiel.

■ **C'est quoi, le Plan B ?**

☐ C'est une initiative européenne d'une série de personnes et de groupes issus de la gauche radicale. On n'est pas d'accord sur tout, mais le point commun, c'est de dire : « Le Plan A de type Syriza, dont la stratégie a été de négocier avec les institutions européennes en respectant ses règles et sans désobéir, ça ne marche pas ».

Le Plan B inclut explicitement le message suivant aux électeurs : « Il faut porter au gouvernement des forces qui auront le courage de désobéir aux institutions européennes ». Lorsque les traités européens sont contraires à l'intérêt des citoyens et à la mise en pratique de politiques sociales, nous avons le droit et le devoir de désobéir.

■ **Pensez-vous que ce Plan B rencontrera l'adhésion de nombreux électeurs des pays européens ?**

☐ C'est absolument clair. Il y a une très grande partie de la population qui soutiendrait des gens qui s'engagent à désobéir sur le programme européen actuel. C'est à ce point vrai que, quand l'extrême droite le fait, elle a un très grand écho. Parce qu'il y a un rejet tout à fait compréhensible de l' « Europe » telle qu'elle est construite, telle qu'elle fonctionne. C'est une Europe dominée par le 1% le plus riche, ou pour reprendre une formule plus correcte, une Europe dominée par le Grand Capital. C'est une Europe forteresse. Il faut une autre Europe. Si vous laissez à l'extrême droite le monopole de la dénonciation de l'Europe telle qu'elle existe, elle gagnera parce que beaucoup de gens sont dégoûtés par la politique européenne. Voyez ce qui se passe avec le Brexit, avec Marine Le Pen en France, avec la montée de la droite en Allemagne et en Autriche.

Si l'extrême droite revendique haut et fort le rejet de l'Europe et que l'extrême gauche joue les Bisounours avec Jean-Claude Juncker et Mario Draghi, elle ne va pas réussir.
Donc, la gauche radicale doit se mobiliser pour le Plan B et annoncer clairement : « Nous désobéirons ». Et pas dire : « Nous serons peut-être amenés à désobéir ».
Comme le disait le leader des mineurs britanniques Arthur Scargill en 1985 : « Nous avons besoin d'un gouvernement qui soit aussi fidèle au peuple que le gouvernement Thatcher est fidèle à la Bourgeoisie ! ».

Syriza dirigé par A. Tsipras n'a pas concrétisé cet espoir et j'espère qu'il n'y aura pas de répétition de ce qui s'est passé en Grèce. J'essaie d'agir dans ce sens-là à mon modeste niveau. Mais l'important ce sont les mobilisations populaires afin de débloquer la situation.

Interview réalisée par
Paul Blanjean et Monique Van Dieren

FRONTS DE GAUCHE À L'HORIZON ?







Photos : Equipes populaires

Les élections de 2014 ont lancé le paquebot fédéral Belgique à droite toute. Même orientation en Flandre. Les régions wallonne et bruxelloise ont conservé un centre-gauche mais leur marge de manoeuvre dans l'Europe de l'austérité reste étriquée. L'opportunité d'une alliance des partis de gauche semble plus pertinente que jamais. Est-elle réalisable ?

Au lendemain des élections de 2014, l'heure du triomphe avait sonné pour la N-VA dans le nord du pays : avec 32,4% des voix, le parti de Bart De Wever s'affichait incontournable et pouvait imposer au gouvernement fédéral de larges pans d'un programme socioéconomique favorable au patronat. En même temps, il prenait les rênes d'une coalition de droite en Flandre, avec l'Open VLD et le CD&V, ces partis ayant respectivement obtenu 15,5% et 18,6% des voix pour le fédéral.

Les Flamands pas si à droite

Le nord avait donc opté pour un gouvernement libéral voire néolibéral. Quoique. On se souvient que les dernières campagnes électorales ont vu la N-VA mettre en avant ses exigences communautaires plutôt que son programme socioéconomique. C'est une première nuance à prendre en compte. D'autre part, la gauche flamande est loin d'avoir disparu. Marc Swyngedouw, directeur de l'Institut d'enquêtes sociales et politiques de la KUL, observe que « *si l'on regarde les transferts de voix lors des dernières élections, il existe bel et bien deux blocs cohérents en Flandre, un à gauche et un à droite* » et il ajoute « *les voix de la gauche progressiste représentent un potentiel de 35- 40%* » [1]. La gauche est à prendre au sens large ici, depuis l'aile des électeurs « ACW » (MOC flamand) du CD&V jusqu'au PVDA (nom flamand du PTB). Disons en tous cas qu'il y a une sensibilité à une certaine forme d'injustice sociale et un attachement à la sécurité sociale. Kristof Calvo, chef de groupe à la Chambre pour Groen-Ecolo : « *Une majorité de Flamands sont en faveur de la Belgique, d'une taxation des grosses fortunes, du maintien de l'index* ». Ce qui, soit dit en passant, est très compréhensible : la majorité des Flamands ne sont pas dépositaires de grosses fortunes, en revanche ils travaillent et comptent sur leur salaire.

Un momentum politique

Mais les décisions du gouvernement Michel contreviennent à ces exigences. Et la population a eu le temps de prendre conscience des effets de ses décisions. Le bourgmestre SP.A gantois Daniël Termont note : « *Je ne pense pas qu'en votant le 25 mai 2014, les gens se doutaient du nombre de dégâts que peut provoquer un* →

→ *gouvernement de droite* ».

Potentiel de gauche, valeurs sociales-démocrates, déception à l'égard du gouvernement actuel, et constat que les voix de gauche sont dispersées … Autant d'arguments pour relancer l'idée d'un front de gauche en Flandre, d'autant que les partis les plus concernés sont dans l'opposition et peuvent donc y consacrer de l'énergie. Cette idée, Daniël Termont l'a concrétisée dans sa ville en formant en 2012 un cartel avec les écologistes. Aujourd'hui, il en est convaincu, ce serait « *la seule manière de contrer De Wever à Anvers* ». Dans le même but, en février 2015, Kristof Calvo confiait dans une interview pour le Vif son souhait de « *participer à une recomposition du paysage politique flamand* ». Quelques mois plus tard, le SP.A, par la voix de Freya Van den Bossche, profitait du 1er mai pour appeler à un « *large mouvement de gauche* », dans la perspective des élections communales de 2018, pour commencer. Erreur stratégique ? L'appel a été accueilli plutôt froidement du côté de Groen, estimant que le 1er mai n'était pas le jour adéquat pour parler cartels [2].

Les écueils

C'est qu'il y a aussi des obstacles non négligeables. Le premier d'entre eux est certainement de s'entendre sur la forme d'un tel front de gauche. Pour Marc Swyngedouw, il s'agit de « créer un nouveau parti de gauche, avec un nouveau nom ». Daniël Termont évoque plutôt un cartel, avec une liste de candidats et un programme communs. Ensuite, il y a la question des alliés. Si certains envisagent un rapprochement sur des dossiers concrets qui concernerait aussi le CD&V voire l'Open VLD, d'autres ne voient d'alliance possible qu'en SP.A et Groen. Mais même là, il aura des rancoeurs à apaiser : Groen (ex-Agalev) est né de dissidents socialistes ! Et puis les derniers sondages (mai 2016) montrent que les Verts progressent en Flandre : les intentions de votes plus affirmées (11,1%) pourraient modifier la perspective. Car même si la nouvelle génération de politiciens, à laquelle appartient un Kristof Calvo, semble privilégier la recherche d'alliances sur des dossiers concrets plutôt que par les structures, celles-ci ne disparaissent pas pour autant.

En Belgique, et cela vaut pour le Sud comme pour le Nord, le paysage politique est extrêmement structuré et pilarisé, ce qui ne laisse pas beaucoup de place pour l'émergence d'un nouveau parti, qu'il soit issu de ce qui pré-existe ou d'un mouvement citoyen. Pascale Vielle, professeure de droit social à l'Ucl, explique : « *Historiquement, la vie politique et la société se définissent et se structurent selon différentes caractéristiques : néerlandophones/francophones/germanophones ; wallons/flamands/ bruxellois ; chrétiens/laïques ; gauche/droite…* ». En découlent des institutions publiques qui accompagnent les personnes selon leurs appartenances au long de leur vie. Créer du neuf (en politique, en religion…) est périlleux : « *cela suppose, de la part de ceux qui pré-existent d'accepter de céder du pouvoir, de l'influence, des financements, des postes de travail…* ».

Enfin, à l'heure ou la communication régit l'existence des partis et des personnalités, le travail de l'ombre, discret et patient, qu'exigerait un rapprochement, semble presque contre-nature. Bref, si le « momentum » est favorable », la faisabilité est plus incertaine.

Une coalition envisageable chez les francophones ?

Pour les partis francophones aussi, la question se pose. Le 24 mai dernier, un débat organisé par la revue *Politique* donnait à Paul Magnette (PS), Philippe Lamberts (Ecolo) et Raoul Hedebouw (PTB) l'occasion d'un échange de vues assez franc et ouvert, afin de dégager les points d'entente et les divergences. Paul Magnette y a résumé un premier point de concordance sur la nécessité d'un débat propre à la gauche : « *Pour l'instant, le curseur culturel n'est plus à gauche. Plus elle débattra entre elle, plus la gauche peut faire avancer les choses* ». Et Raoul Hedebouw confirme : « *Le premier combat à mener, c'est celui des idées. Beaucoup de choses nous rassemblent face aux idées du MR. Nous devons nous poser ensemble la question de savoir pourquoi on a perdu le rapport de force depuis les années '80* ».

Ecolo est également preneur pour une alliance des forces de gauche autour d'un projet de société plus juste, plus démocratique et plus durable. « *Nous sommes capables de le faire, affirme Philippe Lamberts, en adoptant la stratégie de la tenaille, chère à Ecolo. Si on peut faire une coalition entre nos trois partis, il faut y aller ! Mais le PTB n'en veut pas…* ». Effectivement, Raoul Hedebouw confirme que tant qu'il n'y a pas de remise en cause fondamentale du PS et d'Ecolo sur la politique d'austérité, son parti ne l'envisagera pas. « *C'est la raison pour laquelle la gauche a été laminée en France et en Allemagne, et puisque le PS et Ecolo ont voté en faveur du TSCG [3], on ne sait pas mener une politique de gauche dans ces conditions* ». Mais sur ce dernier point, les lignes sont cependant susceptibles de bouger, comme nous le verrons plus loin.

UN AUTRE CLIVAGE

Dans son rôle d'observateur du débat sur la gauche francophone, Olivier De Schutter précise qu'il ne faut pas focaliser le débat uniquement sur le clivage gauche/droite. Pour lui, les signes de défiance sont de plus en plus nombreux et ne sont pas l'apanage de la droite populiste. Un autre clivage se renforce entre les administrants (mandataires politiques) et administrés (citoyens), qui explique en partie les initiatives de gauche telles que *Nuits debout*, ou les propositions de démocratie participative de type « tirage au sort ».

Des convergences…

Quels sont les points de convergence entre les programmes de ces trois partis ? Tous sont d'accord qu'il y a des convergences en termes d'idées communes à défendre. Selon les termes de Paul Magnette, « *nous devrions nous mettre d'accord sur un petit nombre de grandes idées ensemble* ». Sans toutefois balayer ce qu'il y a de bon dans le système de protection sociale actuel, il faut selon lui un nouveau pacte social qui comprendrait deux changements de taille : l'individualisation des droits et l'instauration d'un contrat de travail unique pour les ouvriers, employés du privé et du secteur public. « *Cette mesure créerait un rapport de force beaucoup plus puissant car cela coaliserait, unifierait le mouvement social* ».

Philippe Lamberts rajoute que la base de négociation et de financement de la sécurité sociale doit être élargie et qu'il faut fixer ensemble des objectifs sociaux contraignants en matière de lutte contre les inégalités et la pauvreté. Mais Raoul Hedebouw insiste : la réflexion sur un nouveau pacte social est importante mais elle doit continuer à se situer dans le rapport de force capital/travail. « *Or, quand on parle des salaires, on parle toujours de compétitivité. La gauche ne doit pas rester enfermée dans ce dogme idéologique car c'est l'essence même de l'Europe : mettre en concurrence les travailleurs entre eux pour augmenter le bénéfice du capital* ».

Autres sujets de convergences : la fiscalité qu'il faut également mettre à l'agenda européen, l'impôt sur la fortune et la réduction du temps de travail. « *Il faut la mettre sérieusement à l'étude en régions wallonne et bruxelloise, en commençant par l'expérimenter dans les services publics* », suggère Raoul Hedebouw.

Les trois hommes se sont aussi entendus pour refuser le TTIP et fustiger le traité budgétaire européen. Mais ce rejet ne se concrétise pas de la même manière : PS et Ecolo ont tout de même voté pour, rappelle Raoul Hedebouw. Philippe Lamberts reconnaît une certaine incohérence d'Ecolo dans les votes aux différents niveaux. Paul Magnette estime qu'il n'y avait guère le choix, mais admet qu'il se sent devenir eurosceptique». Et pour le PTB, il ne peut être question « *de faire l'appoint dans une majorité qui soutient la politique d'austérité* ».

… Et des divergences

Le tempo du combat de gauche et la participation au pouvoir sont clairement des points de



cc Flikr Solidair Han Soete

divergence entre les trois partis. Pour schématiser leurs interventions, on pourrait dire que PS et Ecolo sont d'accord pour travailler ensemble et de manière combative sur des dossiers qui ne sont pas gagnés d'avance, alors que le PTB ne veut pas se frotter au pouvoir s'il n'est pas certain d'avoir le rapport de force suffisant pour gagner à coup sûr. Pour Raoul Hedebouw, « *la question fondamentale est celle d'une reconquête idéologique, même si ça peut encore prendre 10 ou 15 ans. On n'ira pas dans une majorité qui reste dans le cadre de l'austérité. Car si les gens sont déçus par la gauche, ils iront encore plus vers l'extrême droite* ». Pour Paul Magnette, c'est trop long : « *On ne peut pas attendre que le rapport de force change pour arracher des victoires, même petites* ». Pour le PS, il s'agit de peser où c'est possible. Mais que pèse-t-on dans un cadre hégémonique néolibéral ? Magnette ne pose-t-il pas la question en affichant un euroscepticisme grimpant ? Comme le dit Pascale Vielle : « *L'euroscepticisme de gauche repose sur le constat de l'impossibilité de mener un projet de gauche dans le cadre institutionnel et budgétaire actuel. Il s'accompagne en général d'une volonté de reconstruire un projet européen différent* ».

Les points de convergence sont nombreux, mais le tempo et la stratégie pour les faire aboutir sont loin d'être harmonieux. Le débat amorcé est salutaire, s'il ne s'arrête pas en chemin et ne se limite pas à des perspectives électorales.

Christine Steinbach et Monique Van Dieren

1. Un parti de gauche progressiste pour stopper la N-VA, Olivier Mouton, *Le Vif*, n°7, 13 février 2015.
2. Groen pas pressé de constituer un front de gauche, sur FlandreInfo.be, site français de la VRT, mai 2015.
3.Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance au sein de l'UE.

ABOLIR LE CAPITALISME ?

A la question sensible de leur volonté d'abolition du capitalisme, la réponse est à la fois claire et nuancée.

Oui pour Raoul Hedebouw : "*L'urgence sociale et écologique l'imposent. Je ne crois pas à l'économie de marché, même dans le domaine de la transition énergétique*".

Oui pour Paul Magnette : "*Evidemment qu'on est anticapitaliste quand on est de gauche ! C'est notre élan original et si on le perd, on est foutus. L'abolition du capitalisme doit rester l'horizon de la gauche".*

Oui Mais pour Philippe Lamberts : "*Il n'existe pas de société juste et durable dans un modèle capitaliste. Mais il ne faut pas confondre capitalisme et marché : il y a de la place pour une certaine forme de marché. Un capitalisme du Tout au marché ne m'intéresse pas, mais un capitalisme d'Etat non plus !* ".

Sommaire

Edito
En finir avec le chantage **2**



Qu'ils soient issus d'alliances entre de petits partis ou mouvements d'extrême gauche, ou de mouvements sociaux, ces partis ont un puissant point commun : rompre avec les politiques d'austérité qui appauvrissent les peuples et en finir avec le chantage imposé par les institutions financières et européennes.

Grèce
Syriza et l'orthodoxie budgétaire de l'UE **3**



Le 15 juillet 2015 restera dans les mémoires d'Alexis Tsipras, le leader du parti Syriza, comme un tournant dans l'ascension de son parti. Mais sous la pression des créanciers, de profondes divisions ont vu le jour et la belle histoire du parti Syriza a pris du plomb dans l'aile.

Espagne
Podemos : La fraîcheur et l'impasse ? **6**



La naissance du parti espagnol Podemos, en janvier 2014, a suscité de grandes espérances. Présenté comme le prolongement du mouvement des Indignés, il s'est imposé sur la scène politique espagnole. Aujourd'hui, après la tenue de nouvelles élections, le parti s'est maintenu, sans émerger, sans chuter.

Portugal
Il faut arroser les œillets… **10**



Le Portugal a vu émerger en 1999 un mouvement politique hérité de la Révolution des œillets de 1974. Aujourd'hui, le Bloco soutient de l'extérieur le Parti socialiste au pouvoir pour résister aux injonctions européennes et tenter de promouvoir des politiques sociales justes.

Interview
La gauche ne peut pas jouer les Bisounours **13**



Eric Toussaint (CADTM) parcourt le monde pour soutenir les mouvements de gauche qui militent en faveur de l'annulation de la dette de leur pays. Il combat fermement les politiques européennes d'austérité qui appauvrissent les peuples. Rencontre riche avec un homme de conviction.

Belgique
Fronts de gauche à l'horizon ? **17**

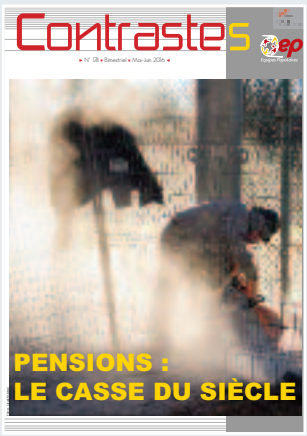


Les élections de 2014 ont lancé le paquebot fédéral Belgique à droite toute. Même orientation en Flandre. Les régions wallonne et bruxelloise ont conservé un centre-gauche mais leur marge de manoeuvre reste étriquée. Une alliance des partis de gauche semble plus pertinente que jamais. Est-elle réalisable ?

Nos derniers Contrastes







Notre prochain Contrastes



Bureau de dépôt : 5000 Namur mail. N° d'agréation : P 204078 - Equipes Populaires, rue du Lombard,8 5000 Namur